



Autolib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

COMPTE RENDU

Séance du Comité syndical du 8 décembre 2016

Le 8 décembre, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 1^{er} décembre 2016, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	102
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 dont 19 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine) M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Julien BACHARD (Saint-Gratien), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes).

Grand Paris Seine Ouest : M. Bernard ROCHE.

Paris Est Marne et Bois : M. Alain GUÉTROT

Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR

Vallée Sud Grand Paris : M. Philippe RIBATTO

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Marc FEUGERE (Chatenay-Malabry), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux).

Suppléant sans voix délibératives :

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec)

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) à M. ISOARD, M. Samuel BESNARD (Cachan) à M. BERNIER, Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à M. ACCART, M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains) à M. BACHARD, M. Yves MENEL (Garches) à M. FRANQUET, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à M. TELLIER, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à Mme GAILLABAUD, M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) à M. BOISSIERE, M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Mme de la Gontrie, M. Christian PAGE (Saclay) à M. MEZURE, M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) à LEFEBVRE, M. Jean-Bernard BROS (Sogaris) à M. NADIRAS, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. VINCENT, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à Mme PARRAIN, Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest) à M. AZMI, M. Hervé LIEVRE (Grand Paris Seine Ouest) à M. ROCHE, M. Antoine DUPIN (Grand Paris Seine Ouest) à M. BOULAY, M. Bruno HELIN (Grand Paris Sud Est Avenir) à Mme OUBOUMOUR, M. Pascal TURANO (Paris Est Marne et Bois) à M. GUETROT.

Etaient excusés : M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Jean-Pierre SPILBAUR (Bry-sur-Marne), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), Mme PELLETIER-LEBARBIER et M. BEROCHE (Bièvres), M. Jean-Philippe LUCE (Bois d'Arcy), M. CLEREMBEAU (Pantin), Mme BLOCH et M. de MAZANCOURT (Vaucresson), MM. Gauthier MOUGIN, Jean-Marc SZMARAGD et KNUSMANN (Grand Paris Seine Ouest), Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), Mme de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest), M. VASTEL (Vallée Sud Grand Paris).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation, Sédik CHEKIR responsable des finances et Malik SALEMKOUR Chargé de mission.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016
- 2 - Compte-rendu du Bureau syndical du 24 novembre 2016
- 3 - Délibérations :
 - Avenant n°9 à la convention de DSP Autolib'
 - Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales
 - Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques
 - Avenant N°1 à la convention de coopération entre le SMA et SMEV
 - Autorisation pour la vente du mobilier du Syndicat
 - Décision modificative au Budget
 - Mise en place de l'entretien professionnel
 - Pérennisation du télétravail
 - Délégation de compétence à la Présidente : ajustement des seuils au nouveau décret des marchés publics
 - Modification du tableau des effectifs du Syndicat
- 4 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. MEZURE est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune autre observation n'est formulée.

Le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 14 novembre 2016 est adopté à l'unanimité.

2 - Compte-rendu du Bureau syndical du 24 novembre 2016

La Présidente rappelle aux membres que le compte rendu, leur a été transmis et elle fait un résumé oralement.

3 - Délibérations :

La Présidente donne la parole à M. FIERLING pour la présentation de l'avenant n°9, de l'approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales et aux personnes physiques

3 - 1 Avenant n°9 à la convention de DSP Autolib' (délibération 2016 33)

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après «la Convention ou Concession »). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

L'avenant proposé traite des sujets suivants :

- Modification des tarifs

Conformément notamment à l'article 30.2 de la Délégation de Service Public Autolib', le Concessionnaire a fait parvenir au Concédant le 31 mai 2016 le bilan de fonctionnement du service pour l'année 2015 ainsi que le rapport annuel du délégataire.

Sur la base du cinquième paragraphe de l'article 37.3 de la Convention de Concession, le Concessionnaire a proposé au Concédant une variation additionnelle sur l'ensemble de sa gamme tarifaire en estimant que les conditions de marché rendent possible cette augmentation et que cette dernière est nécessaire pour la participation au rétablissement annuel de ses comptes. Pour sa mise en application, conformément audit paragraphe reproduit ci-dessous, il est stipulé que l'accord des parties doit être entériné par la conclusion d'un avenant :

« Le Concessionnaire pourra proposer au Concédant en sus, une variation additionnelle de ses tarifs si les conditions du marché le permettent et si une augmentation est nécessaire au rétablissement de l'équilibre annuel des comptes du Concessionnaire. Elle ne pourra intervenir que par accord des parties entériné par la conclusion d'un avenant. »

Le projet de modification des tarifs du Concessionnaire a été soumis aux membres du Comité et du bureau.

Cette disposition tarifaire s'inscrit dans le cadre d'un accord global encore en discussion visant à rétablir la situation financière des comptes de la DSP.

- Modalités d'agrément du Plan d'affaires actualisé 2016

Dans le cadre des dispositions de l'article 41.2 de la Convention, le Concessionnaire a soumis au Concédant, pour agrément, un de Plan d'Affaires actualisé 2016 comprenant entre autres les mesures proposées au point 1 du présent préambule. Le Concédant a fait part au Concessionnaire de son souhait de procéder à des études approfondies d'une part, et d'entendre à nouveau le Concessionnaire sur certains points particuliers du plan d'affaires actualisé 2016 présenté, d'autre part. De ce fait, le Concédant a sollicité du Concessionnaire son accord afin d'étendre la période au terme de laquelle le Concédant devait communiquer au Concessionnaire sa position sur le plan d'affaires actualisé 2016.

Le Concessionnaire y ayant consenti, en conséquence, les parties se sont entendues pour que les délais d'agrément prévus à l'article 41.2 de la Convention soient fixés pour le plan d'affaires actualisé 2016 au plus tard au 1er mars 2017. À défaut d'un accord du Concédant avant cette date, et conformément aux dispositions des articles 69 et 70 de la Convention, l'une ou l'autre des Parties pourra saisir le comité de suivi et éventuellement le comité de conciliation dans les délais prescrits aux dits articles, ceci préalablement à l'application le cas échéant des dispositions prévues à l'article 63 de la convention.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE à l'unanimité la Présidente à signer l'avenant n°9 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

3 - 2 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales (délibération 2016 34)

Le Comité syndical, lors de la séance du 16 décembre 2010, a approuvé le contrat de délégation de service public pour la mise en place d'Autolib' qui a été signé le 25 février 2011.

Le Comité syndical, lors de la séance du 16 février 2012, par délibération 2012 010, a approuvé les premières conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib', destinées aux personnes morales.

Les conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib' destinées aux personnes morales ont ensuite été modifiées à quatre reprises :

- par délibération 2013 012, afin de mettre en place une pénalité à l'encontre des usagers stationnant sur une place déjà réservée par un autre utilisateur et pour supprimer le dispositif de reconduction tacite qui avait été mis en œuvre initialement ;
- par délibération 2014 034, afin notamment d'inclure des mesures permettant d'améliorer le parcours client (réservations, prise, restitution), de mettre en conformité les CGAU vis à vis de la loi Consommation et des nouvelles recommandations de la CNIL, de permettre à l'utilisateur de déterminer la date de départ de son abonnement, de clarifier les modalités de validation des CGAU et de modifier la grille tarifaire de l'Abonnement Recharge PRO afin de la décliner en un Forfait Recharge Véhicule Tiers dont les tarifs soient en cohérence avec l'offre Recharge proposée au grand public ;
- par délibération 2015 042, afin notamment de créer un forfait 15 heures et d'augmenter de 10% les tarifs Autolib' PRO, d'introduire la possibilité d'utiliser un badge tiers, de modifier le parcours client pour que la location débute au moment de l'attribution du véhicule par la borne, d'apporter des précisions sur les modalités de résiliation et de réintroduire le dispositif de reconduction tacite ;
- en juillet 2016, afin d'introduire la notion de badge tiers et de modifier la grille tarifaire de l'abonnement Recharge PRO, réintroduire le principe des forfaits avec deux nouveaux forfaits 20h et 50h de charge par mois.

Au regard des retours d'expérience après 59 mois d'exploitation, le Déléataire a souhaité faire évoluer et compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) du service Autolib' destinées aux personnes morales de la manière suivante (les tarifs sont des tarifs HT) :

- les tarifs PRO Autolib' observent une augmentation de dix pour cent. La nouvelle grille tarifaire est la suivante :

Nombre d'heures	Tarif mensuel HT / mois	Prix au-delà du forfait
15	215 €	0,3€ la minute
25	340 €	
50	660 €	
100	1298 €	
200	2 585 €	
500	6 215 €	
1000	12 100 €	
2000	23 430 €	

- le montant de l'abonnement Utilib' 1 an passe de 72€ à 96€ et le coût de la location passe de 6€ à 8€ la ½ heure ;
- pour les abonnés PRO Autolib' et Utilib', facturation de la réservation de véhicule pour un coût de 0,08€ HT par réservation de véhicule ;
- la définition de la Franchise est précisée : c'est la somme, à la charge de l'Abonné, visant à couvrir les coûts pouvant résulter du traitement d'un sinistre, tels que notamment réparations du Véhicule, frais de remorquage, d'expertise, frais de gestion, indemnité de l'assureur, frais de courtage en assurance, indemnité d'immobilisation du Véhicule etc ;
- augmentation du plafond des hausses tarifaires de 12% à 19% ;

- pour les abonnés PRO Recharge, introduction d'une pénalité de 41,67€ HT en cas de non respect de la procédure de fin de charge ;
- pour les abonnés PRO Recharge, la durée maximum de réservation d'une place passe à 30 minutes. Chaque réservation est facturée 1€.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, Approuve les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes morales, ci-annexées.

3 - 3 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques (délibération 2016 35)

Le Comité syndical, lors de la séance du 16 décembre 2010, a approuvé le contrat de délégation de service public pour la mise en place d'Autolib' qui a été signé le 25 février 2011.

Le Comité Syndical, lors de la séance du 24 novembre 2011, a approuvé les premières conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib'.

Les conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib' destinées aux personnes physiques ont ensuite été modifiées à cinq reprises :

- par délibération 2012 009 afin notamment de simplifier la grille tarifaire et d'harmoniser les tarifs de location à la demi-heure, de créer un abonnement mensuel et un abonnement multi-utilisateurs, et de permettre la prise en charge du paiement par un tiers payeur ;
- par délibération 2013 012 afin de mettre en place une pénalité à l'encontre des usagers stationnant sur une place déjà réservée par un autre utilisateur ;
- par délibération 2013 027 afin notamment d'introduire la reconduction tacite pour les abonnés longue durée, de simplifier la grille tarifaire, et de permettre l'abonnement depuis l'application mobile ;
- par délibération 2014 033 afin notamment d'inclure des mesures permettant d'améliorer le parcours client (réservations, prise, restitution), de mettre en conformité les CGAU vis à vis de la loi Consommation et des nouvelles recommandations de la CNIL, de permettre à l'utilisateur de déterminer la date de départ de son abonnement, de clarifier les modalités de validation des CGAU et d'aligner la grille tarifaire du Forfait Recharge Deux Roues avec le Forfait Recharge Véhicules Tiers ;
- par délibération 2015 041 afin notamment de supprimer le forfait multiutilisateur qui n'a pas trouvé son marché, de créer une offre « famille », de remanier la grille tarifaire en créant une offre « sans engagement » en remplacement de toutes les offres de courte durée préexistantes, d'ajuster le tarif d'utilisation pour les abonnés 1 an et de modifier certains aspects du parcours client.

Au regard des retours d'expérience après 61 mois d'exploitation, le Déléataire a souhaité faire évoluer et compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) du service Autolib' destinées aux personnes physiques de la manière suivante :

Mesures destinées aux abonnés 1 An uniquement :

- augmentation du tarif d'utilisation pour les abonnés 1 an, qui passe de 6€ à 7€ la ½ heure. Le tarif d'abonnement est inchangé à 10€ / mois ;
- facturation des réservations de véhicules à hauteur de 0,10€ par réservation ;
- suppression de l'option "Famille" à la demande du délégataire, qui ne souhaite pas effectuer les développements informatiques nécessaire à sa commercialisation.

Mesures destinées aux abonnés Prêt à Rouler uniquement :

- augmentation du tarif d'utilisation pour les abonnés Prêt à Rouler, qui passe de 9€ à 9,5€ la ½ heure.

Mesures destinées aux abonnés Autolib' (hors abonnés Recharge)

- augmentation des seuils de Franchise comme suit :
- Niveau 1 : de 250€ à 500€
- Niveau 2 : de 475€ à 750€
- Niveau 3 : de 750€ à 1.000€

- la définition de la Franchise est précisée : c'est la somme, à la charge de l'Abonné, visant à couvrir les coûts pouvant résulter du traitement d'un sinistre, tels que notamment réparations du Véhicule, frais de remorquage, d'expertise, frais de gestion, indemnité de l'assureur, frais de courtage en assurance, indemnité d'immobilisation du Véhicule etc.. ;
- introduction d'une option de rachat total de franchise : cette option est facturée 100€ lors de la souscription du contrat mais peut également être souscrite en cours d'exécution du contrat pour 100€ prorata temporis du nombre de jours entre la date de souscription de l'abonné à cette option et la date de fin de l'option ;
- le plafond du dépôt de garantie est limité à dix fois le montant de la franchise au lieu de vingt fois ;
- suppression de l'option permettant de louer un rehausseur pour enfant. Le Délégué n'a jamais su proposer de solution permettant aux usagers de louer un rehausseur de façon simple et rapide ;
- suppression de la possibilité de restituer un véhicule hors-station. Cette mesure entraînait des abus de la part de certains utilisateurs et s'avérait très coûteuse dans sa mise en œuvre.

Mesures destinées aux abonnés Recharge Auto :

- augmentation des tarifs du Service Recharge comme suit :
- pour la période comprise entre 7h et 22h = 1€ la première heure puis 3€ par heure suivante
- pour la période comprise entre 22h et 7h : 1€ la première heure puis 3€ par heure suivante plafonnée à 6€ sur la période.
- facturation des réservations de places à hauteur de 1€ les 30 minutes.

Mesures destinées à tous les abonnés Recharge (Auto et 2 Roues) :

- introduction d'une pénalité de 50€ en cas de non respect de la procédure de fin de charge.

Mesures destinées à tous les abonnés (Autolib' et Recharge) :

- augmentation du plafond des hausses tarifaires de 12% à 17%.

Il est prévu que ces modifications entrent en œuvre le 1^{er} février 2017.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, Approuve à l'unanimité les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes physiques, ci-annexées.

3 - 4 Avenant N°1 à la convention de coopération entre le SMA et SMEV (délibération 2016 36)

Le contrat du service de vélos en libre service (VLS) Vélib' de la Ville de Paris arrivera à échéance en février 2017. Afin de préparer son renouvellement avec une extension du service au delà de son périmètre actuel, le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole a été créé le 29 février 2016 et a lancé un appel d'offres avec dialogue compétitif pour choisir l'exploitant de ce futur service.

Le Syndicat mixte Autolib' a modifié ses statuts le 14 novembre 2016 pour permettre de devenir le futur Syndicat responsable de l'exploitation de ce marché. Le Syndicat d'études Vélib' lui transférera la procédure de marché en cours au terme de la phase de dialogue prévue courant mars 2017. Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole procédera à l'attribution du marché et à sa mise en œuvre.

Pour la durée de vie du Syndicat Mixte d'Etudes Velib' dans un souci de mutualisation des coûts et en complément de la mise à disposition des services de la Ville de Paris, une convention de coopération a été signée avec le Syndicat Mixte Autolib' Métropole le 1^{er} avril 2016 pour lui permettre de bénéficier de son expertise et assurer sa gestion administrative et institutionnelle. Elle fixe notamment le cadre des moyens mis à disposition ainsi que les conditions financières.

Après un semestre de mise en œuvre, les deux parties se sont rapprochées en application des dispositions de son article 5 sur le suivi de cette convention pour apprécier le bilan du temps effectivement passé par le Syndicat Mixte Autolib' avec les implications financières conséquentes.

Il s'avère que la base de calcul du forfait semestriel prévu à l'article 4 au titre de l'expertise du Syndicat Mixte Autolib', initialement fixée à une demi-journée par semaine, s'avère insuffisante du fait de la procédure de marché public retenue avec un dialogue compétitif et de la préparation du transfert de cette procédure au futur Syndicat de gestion, l'ensemble conduisant à une charge de travail passée et à venir supérieure à celle estimée au départ.

Conformément au dernier alinéa de l'article 4 qui prévoit la possibilité d'une révision des coûts et des modalités de calculs, le présent avenant vise à ajuster au plus près de la charge de travail effective le forfait semestriel au titre de l'expertise du Syndicat mixte Autolib', devenu Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole le 14 novembre 2016, prévu à l'article 4 de la convention.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité l'avenant n°1 à la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole annexé ; AUTORISE la Présidente à signer l'avenant n°1 à la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole ainsi que tous les documents s'y rapportant.

3 - 5 Autorisation pour la vente du mobilier du Syndicat (délibération 2016 37)

En février 2016, le Syndicat a déménagé au 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris. Le contrat de prestation des nouveaux locaux prévoyait l'agencement des bureaux.

De ce fait, l'ancien mobilier n'étant plus utilisé, il peut être revendu et le produit de la vente viendra en recettes dans les comptes du Syndicat.

Il s'agit d'autoriser le syndicat à mettre en vente ce mobilier (bureaux, chaises, caissons, armoires, tables).

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE à l'unanimité la mise en vente de l'ancien mobilier (bureaux, chaises, caissons, armoires, tables).

3 - 6 Décision modificative au Budget (délibération 2016 38)

Le budget primitif 2016 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 15 mars 2016.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Pour le budget d'investissement, il est nécessaire :

- De diminuer les crédits des subventions d'investissements reçues et des subventions d'équipement versées afin de prendre en compte le bilan de réalisation des stations en 2016.

- D'augmenter les crédits au niveau des dépôts et cautionnements reçus afin de rembourser la caution à l'ancien sous locataire.

- D'augmenter les crédits du chapitre 024 « Produits des cessions d'immobilisations » pour prendre en compte la cession d'une partie du mobilier.

Pour le budget de fonctionnement, il est nécessaire :

- D'augmenter les crédits des charges de personnel et des produits exceptionnels dues à la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Étude Vélib' Métropole.

- D'augmenter les crédits de l'article 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » afin de régulariser le mode de financement de stations, passé du mode étalement au mode subvention d'investissement.

- D'augmenter les crédits de l'article 6459 « Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance » pour prendre en compte le remboursement d'un trop versé de charge IRCANTEC.

- D'augmenter les crédits de l'article « Autres redevances et recettes diverses » pour prendre en compte l'indexation de la redevance de frais de contrôle.

Ces ajustements nous conduisent également à baisser en section d'investissement le chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » et en section de fonctionnement le chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, la décision modificative n°1 du budget primitif 2016 comme suit :

Section d'investissement

Article / Chapitre	Dépenses		Recettes	
	Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
165- Dépôts et cautionnements reçus		2 700,00 €		
20421- Biens mobiliers, matériel et études	2 204 560,00 €			
13148- Autres communes			2 000 000,00 €	
021- Virement de la section de fonctionnement			201 860,00 €	
024- Produits des cessions d'immobilisations				900,00 €

Section de fonctionnement

Article / Chapitre	Dépenses		Recettes	
	Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
64111- Rémunération principal		35 700,00 €		
673- Titres annulés sur exercices antérieurs		251 360,00 €		
023- Virement à la section d'investissement	201 860,00 €			
6459- Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance				8 800,00 €
70388- Autres redevances et recettes diverses				33 900,00 €
7788- Produits exceptionnels divers				42 500,00 €

3 - 7 Mise en place de l'entretien professionnel (délibération 2016 39)

Aux termes de l'article 69 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, l'entretien professionnel annuel des fonctionnaires titulaires est obligatoire en lieu et place de la notation à compter du 1er janvier 2015.

En outre le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale a étendu cette obligation aux agents contractuels en CDI et CDD de plus d'un an à partir de 2016.

Il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer les critères qui seront utilisés pour procéder à l'évaluation de la valeur professionnelle de ces agents dans les limites réglementaires.

Ce dispositif s'inscrit dans une politique globale de gestion dynamique des ressources humaines : les avancements de grade, les promotions internes et le montant du régime indemnitaire s'appuieront sur les résultats de l'entretien professionnel.

L'entretien professionnel devra être conduit par le supérieur hiérarchique direct de l'agent évalué. Il donnera lieu à un compte-rendu établi et signé par le supérieur hiérarchique direct.

Ce compte-rendu comportera une appréciation générale littéraire, sans notation, traduisant la valeur professionnelle de l'agent.

Les critères établis après avis favorable du Comité technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite couronne portent notamment sur :

- * l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs
- * les compétences professionnelles et techniques
- * les qualités relationnelles
- * la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur
- * la contribution à l'activité du service ou de la direction

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, que les critères qui servent de base à l'appréciation de la valeur professionnelle de l'agent au terme de l'entretien prévu par le décret n°2014-1526, portent sur :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs, sous critères :

- Capacité à concevoir et conduire un projet
- Aptitude à mettre en œuvre un projet dans les délais
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Fiabilité et qualité du travail effectué
- Rigueur et sens de l'organisation
- Capacité d'anticipation

- Les compétences professionnelles et techniques, sous critères :

- Capacité d'expression écrite et orale
- Connaissances réglementaires
- Entretien et développement des compétences
- Maîtrise des nouvelles technologies
- Autonomie
- Réactivité

- Les qualités relationnelles, sous critères :
 - Sens de l'écoute
 - Capacité à travailler en équipe
 - Aptitudes relationnelles dans l'environnement professionnel
- La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur, sous critères :
 - Capacité à communiquer (dialogue, écoute et information)
 - Capacité à définir des objectifs et évaluer les résultats
 - Capacité à organiser et piloter
 - Capacité à déléguer et à contrôler
 - Capacité à la prise de décision
 - Capacité à être force de propositions
- La contribution à l'activité du service ou de la direction, sous critères :
 - Sens des responsabilités
 - Capacité à partager l'information (ascendant/descendant)
 - Sens du service public et conscience professionnelle

3 - 8 Pérennisation du télétravail (délibération 2016 40)

La Présidente, rappelle Le télétravail, instauré par la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 dans la fonction publique et le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 déterminant ses conditions d'exercice, désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Les enjeux du télétravail sont de deux niveaux :

- enjeu de « ressources humaines » centré sur la qualité de vie au travail : il s'agit de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle, de favoriser le maintien dans l'emploi pour les personnes en situation de handicap, de limiter les déplacements domicile/travail.
- enjeu « développement durable » : répondre aux problématiques des questions des déplacements domicile-travail, agir sur la réduction du bilan carbone.

Le Comité Syndical, lors de sa séance du 9 novembre 2015 avait, à l'unanimité, adopté la mise en œuvre de l'expérimentation du télétravail au sein Syndicat Mixte Autolib' Métropole sur la base des modalités définies dans la charte du télétravail, pour une période de 1 an à compter du 1er/01/2016.

Elle précise que le télétravail est organisé au domicile de l'agent et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux contractuels.

La Présidente indique que le bilan de cette expérimentation (annexé) a été transmis, pour avis, au Comité technique du Centre de gestion de la petite couronne. Elle termine en indiquant que pour l'ensemble des agents, ce mode d'organisation est une réussite.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DÉCIDE la pérennisation du télétravail au sein du Syndicat à compter du 1er janvier 2017 ; DÉCIDE la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus ; DIT QUE les crédits correspondants sont inscrits au budget.

3 - 9 Délégation de compétence à la Présidente : ajustement des seuils au nouveau décret des marchés publics (délibération 2016 41)

La délibération n°2014 017 du 10 juillet 2014 relative à la délégation de compétence à la présidente, lui donne en outre, délégation de compétence pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 206 000 € HT et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Tous les deux ans, avec effet au 1er janvier de chaque année paire, le règlement de la Commission européenne fixe les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique et, ce règlement européen est ensuite transcrit en droit français par décret.

Pour ne pas avoir à actualiser la délibération de délégation de compétence à la présidente tous les deux ans, il vous est proposé la modification suivante :

Ancienne rédaction :

2°) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 206 000 € HT et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Nouvelle rédaction :

2°) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DÉCIDE, de donner délégation de compétence à la Présidente, pour la durée de son mandat, pour :

1°) procéder :

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;

- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires utiles à la gestion des emprunts ;

2°) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

6°) fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

7°) intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;

8°) réaliser les lignes de trésorerie dans la limite maximum annuelle de 50 000 euros ;

9°) demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

10°) tout autre pouvoir en dehors des cas strictement interdits par la loi : article L. 5211-10 du CGCT.

PREND ACTE que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, la Présidente rendra compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion de l'organe délibérant ;

PREND ACTE que, les décisions prises par la Présidente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.

3 - 10 Modification du tableau des effectifs du Syndicat (délibération 2016 42)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Comité syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services. Compte tenu des besoins spécifiques et des compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat notamment dans l'organisation technique et logistique, il convient de créer un emploi d'agent de maîtrise principal.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la création d'un emploi d'agent de maîtrise principal.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente indique que le prochain Bureau du Syndicat aura lieu le 24 novembre, et le prochain Comité Syndical Autolib' le 8 décembre et lève la séance à 16 heures 45.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie